

## INFORME N° 15

Supplément à UNEF INFORM n°54 commission paritaire n° 1142 D 73

### Les élections

Le 04 février à l'IUT, ainsi que les 17 et 18 février en Lettres et en Sciences, se tiendront les lères élections étudiantes dans les conseils d'UER depuis.....décembre 83 ! Ce sera l'occasion pour nous tous de redynamiser notre activité en élaborant avec les étudiants nos revendications. En bref, d'utiliser toute la dynamique créée dans la lutte victorieuse contre le projet Devaquet, pour susciter chez les étudiants, un débat le plus large possible sur leurs études.

C'est pour préparer cette campagne électorale, ainsi que son financement, que se tiendra :

**UNE ASSEMBLEE GENERALE DES ADHERENTS DE  
L'A.G.E.L.**

**MARDI 27 JANVIER A 20H30 précises**  
dans le petit amphithéâtre de l'UER des Lettres  
(entrée par la Cafet')

Dans ce n° 15 d'AGEL INFORME, vous trouverez également un organigramme de l'AGEL, de l'UNEF, de l'Université, un bilan financier des grèves, le rapport des commissions aux assises nationales des 28 et 29 novembre, ...ETC...

**A MARDI !**

## L'ACTIVITE DES ASSOCIATIONS UNEF

La dernière A.G. (09.12.86) a décidé de relancer les structures par secteur d'étude, afin de rapprocher le syndicat, des étudiants. Depuis, 3 associations, au nombre de 4, DROIT - SANTE, LETTRES et SCIENCES, ont élu leur bureau (provisoire ou définitif), leur représentants au Collectif de ville de l'AGEL (V. plus loin, l'organigramme).

- **SANTE** : - Tirage d'annales d'examen en 1<sup>ère</sup> année de Médecine (plus d'une soixantaine d'exemplaires vendus).  
- Participation des adhérents aux diverses Commissions pédagogiques.

- **DROIT** : - Les Annales de 1<sup>er</sup> cycle (Droit, Sciences éco. et AES) sont tirées, et seront diffusées, la semaine prochaine.  
- Une permanence syndicale s'organise au local de la Rue Turgot (par le 2<sup>nd</sup> cycle).

- **SCIENCES** : - Préparation du tirage d'annales d'examen par le mois de Mars.  
- Par, en 1<sup>ère</sup> fois depuis 2 ans, l'UNEF participe au conseil de la Pédagogie.  
- Et toujours, ..... La Gestion de la Cafétéria

- **LETTRES** : - Après 3 mois d'espoir, ..... et de désespoir, la CAFET' vient (enfin) de réouvrir ses portes, dans un cadre entièrement renouvelé (ou presque !), le lieu idéal par tenir des permanences d'élus, des permanences syndicales.

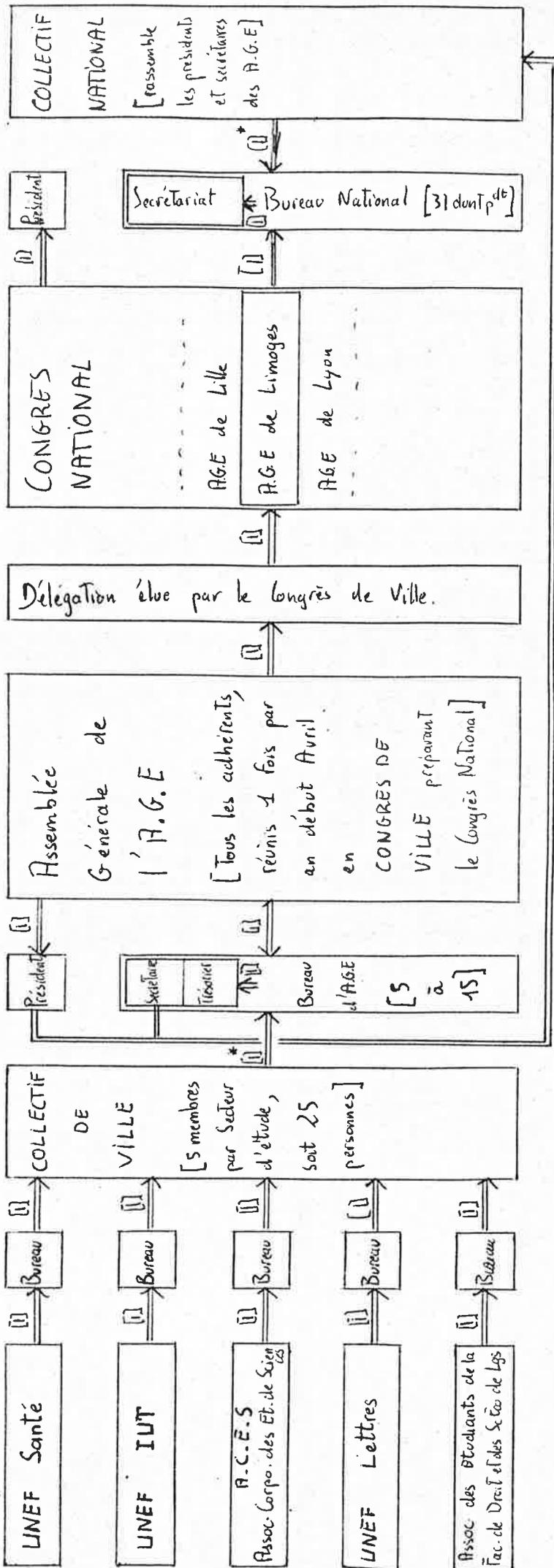
## AU SOMMAIRE

- L'organigramme de l'AGEL et de l'UNEF
- Le Fonctionnement de l'Université, et de conseils
- Le point sur les adhésions
- BILAN FINANCIER DES GREVES
- MATIERE GRIVE
- REFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT
- Les Rapports des Commissions de Assises Nationales de l'UNEF (28/29.11.86)

Ce n° d'AGEL-INFOURGE a été réalisé sous la responsabilité des membres du bureau de l'AGEL-UNEF (en place au 15.01.87).

- Vincent GUICHANNAUD
- Pierre HENAUD
- Christophe NOUHAUD
- Claudette DEVAUX
- Laurent CATHERINE

# ORGANIGRAMME DE L'AGEL et de l'UNEF



Voici donc l'organigramme de l'AGEL et de l'UNEF.

## Quelques rapides commentaires :

- \* il y a élection à tous les niveaux sauf de Bureau d'AG.E à C.N [Collectif National]
- \* la structure est fédérative
- \* les élections s'effectuent 1 fois par an pour les bureaux mais les collectifs (d'AG.E ou National) peuvent en leur sein élire des remplaçants de membres démissionnaires.
- \* les bureaux élisent en leur sein les membres des secrétariats
- \* les présidents sont élus par l'ensemble des adhérents
- \* le Bureau National est la structure permanente chargée d'appliquer ou de veiller à l'application des orientations définies au Congrès National. [idem pour le Bureau d'AG.E] Ils ne disposent pas du pouvoir décisionnel
- \* les Collectifs sont les organes de décision de l'UNEF et des AG.E
- \* le B.N (Bureau National) fixe les objectifs de participation des AG.E au Congrès [20 en 84, 85, 30 en 86, 30 (?) pour 87 Pour Limoges] et le montant du mandat [SSOF]
- \* les Assoc. par secteurs d'études sont la structure de base du syndicat : elles définissent, adaptent et appliquent la "ligne Nationale" à la base. Ce sont les anciens Comités d'Action, de base.

# Le point sur les adhérents

Au 20 Décembre 1986, l'AGEL-LINEF comptait 104 adhérents dont 72 nouveaux adhérents [70%]. Cette forte augmentation est imputable essentiellement aux Lottes [40 adhésions entre le 21 octobre et le 25 Novembre] [30 adhésions depuis la fin de la grève]. Le taux de "reprise" de cartes est de 50%, les "anciens" n'ayant toujours pas été réellement recontactés. La structure des adhésions est significative de l'activité de l'AGEL, Forte en Droit [remontée depuis 1983-84], en lettres [Là, aussi, c'est le "phénomène" VanTeaux qui joue - COOP, CAFET, activité en conseil-], malgré un vieillissement certain [seulement 50% de nouveaux]. Sur Sciences et Médecine, la reimplantation se profile [86 et 83% de nouveaux], accompagnée par un dynamisme jusqu'ici inconnu chez des nouveaux adhérents à l'LINEF (3 Tracts en Sciences, des Annales en Médecine). Gros point noir par contre, l'ILIT : sachant la proximité d'élections, il est vital pour l'AGEL que Tous les adhérents se préoccupent enfin de l'ILIT, et ne laissent pas la responsabilité au seul bureau. Notons la sympathie exprimée par des étudiants de l'ENAD (Art. Deco) qui ont pris leur carte : à méditer sur l'attente qu'ont les étudiants d'un syndicat --

## Faculté de Droit et des Sciences économiques

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	3 <sup>ème</sup> cycle
Droit	17	1	1
Sc. Eco	6	6	0
A.E.S	6	1	0

## UFR des Sciences

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	3 <sup>ème</sup> cycle
SSM	11	0	1
SNV	2		

ILIT : 3

ENAD : 2

## UFR des lettres et Sciences humaines

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	3 <sup>ème</sup> cycle
Lettres	2	1	2
Langues	11	2	0
Histoire Géographie	9	7	0

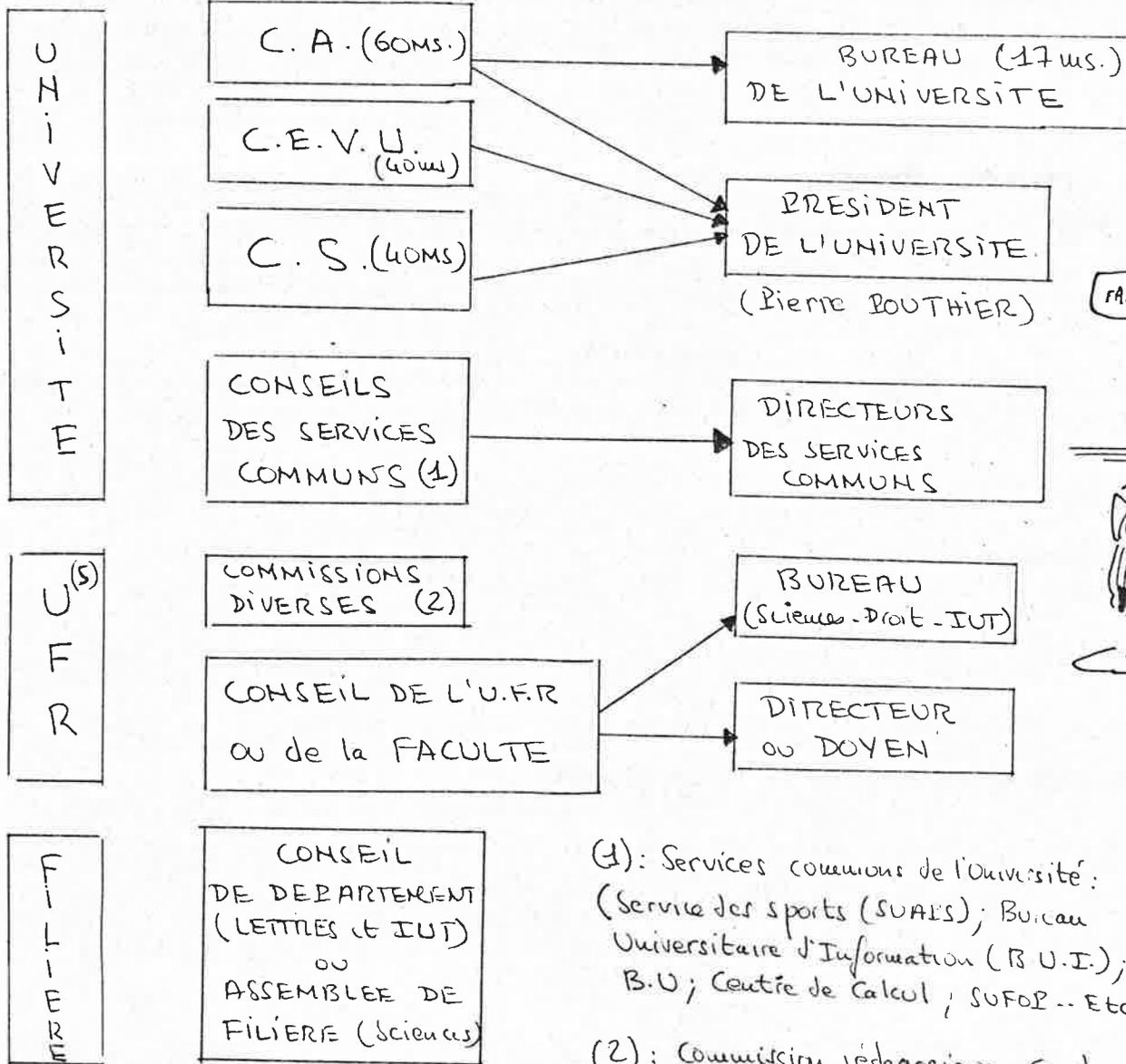
## Médecine - Pharmacie

[0 en Pharma !]

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	3 <sup>ème</sup> cycle
	7	4	1

# ORGANIGRAMME DE L'UNIVERSITE

E T U D I A N T S ■ E N S E I G N A N T S ■ P A T R O S ■ P R E



(4) : Personnalités Extérieures

(1) : Services communs de l'Université :  
 (Service des sports (S.V.A.S.) ; Bureau Universitaire d'Information (B.U.I.) ; B.U ; Centre de Calcul ; SUFOP -- Etc..

(2) : Commission pédagogique, C. de la Recherche ; C. de la Documentation, ... etc ... (selon les Facs)

(3) : Personnels Administratifs, Techniciens, Ouvriers et de Service

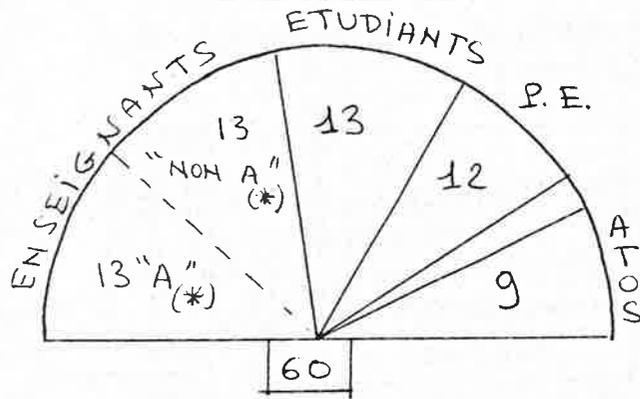


(5) - Université comprend 7 composantes (5 UFR et 2 Instituts).

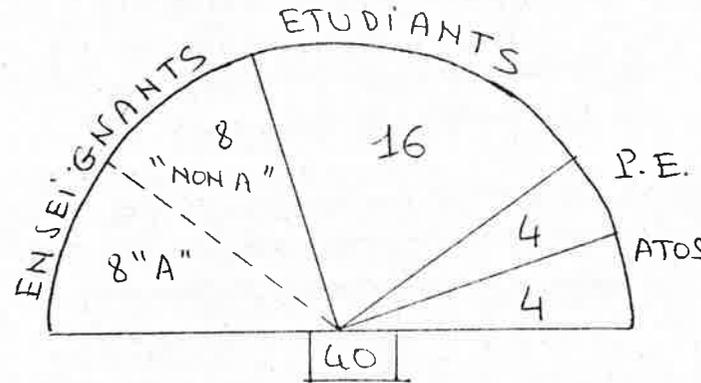
- Fac des Lettres et Sciences Humaines
- Fac des Sciences
- Fac de Droit et des Sciences économiques
- Fac de Médecine
- Fac de Pharmacie
- I.U.T.
- I.P.A.G. (Institut de Préparation à l'Administration Générale)

# LES 3 CONSEILS DE L'UNIVERSITE ELUS LES 18 ET 19 FEVRIER 86

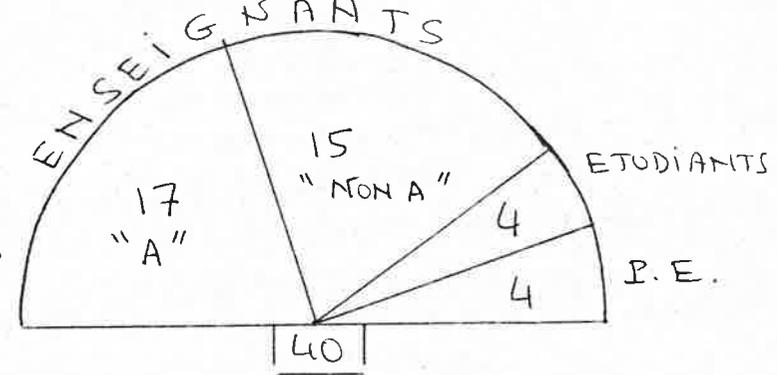
CONSEIL d'ADMINISTRATION



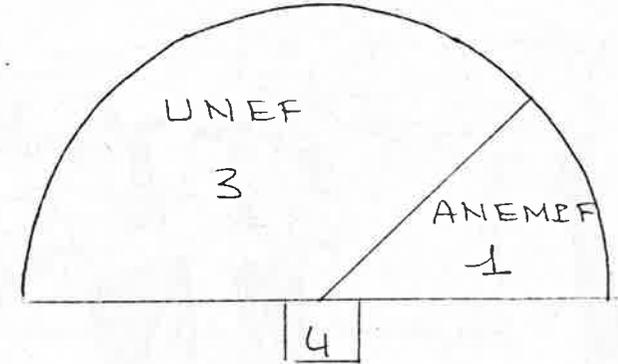
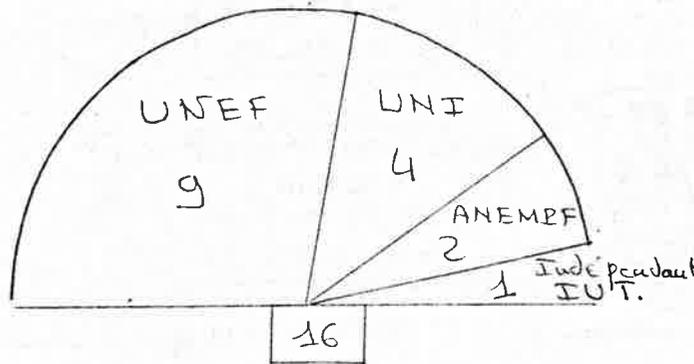
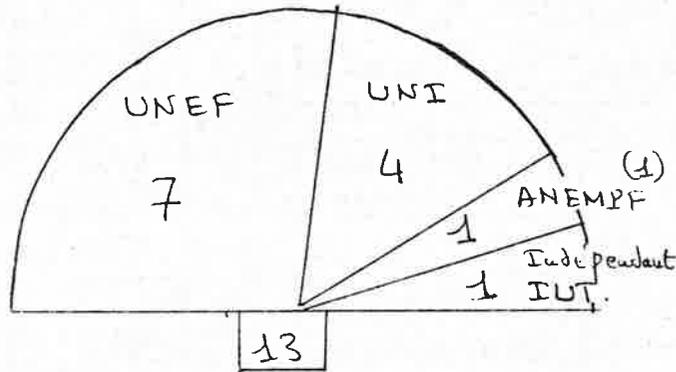
C.E.V.U.



CONSEIL SCIENTIFIQUE



REPARTITION DE LA REPRESENTATION ETUDIANTE



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) est la seule instance décisionnelle de l'Université. Il détermine la politique de l'U, vote le budget, fixe la répartition des emplois, approuve les accords et conventions signés par le président, les demandes d'habilitation à délivrer les diplômes nationaux, les modalités du contrôle des connaissances proposées par chaque UER,....ETC.....

LE CEVU (Conseil des études et de la Vie Universitaire) :

Il propose au C.A. les orientations des enseignements de formation initiale ou continue.  
- Il instruit les demandes d'habilitation à délivrer des diplômes, et les projets de nouvelle filière.

- Prépare toutes les mesures propres à améliorer les conditions de travail et de vie des étudiants sur les campus....

- Il est le garant des libertés politiques et syndicales étudiantes.

Instance exclusivement consultative, c'est une innovation de la loi Savary, mais il est bien loin de jouer tout le rôle qu'on pourrait attendre de lui...

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE (C.S.) propose au C.A. les orientations de politique de Recherche, de Documentation. Il est consulté sur les demandes d'habilitation à délivrer des diplômes nationaux, et sur la création ou la modification des diplômes locaux,....etc.

## ELECTION

Les membres étudiants des 3 conseils sont élus pour 2 ans, dans chaque UER, par l'ensemble des étudiants, au scrutin proportionnel. Les représentants des personnels le sont dans les mêmes conditions, mais pour 4 ans. Le Président de l'Université est élu pour 5 ans par la réunion des trois conseils.

(1) : ANEMPF Association Nationale des Etudiants en Médecine et Pharmacie de France, affiliée à la CNEF (Confédération Nationale des Etudiants de France), se confond avec la CORPO Médecine/Pharma.

(\*) "A" : désigne les enseignants de rang A, c'est à dire les professeurs d'université (ils représentent 25 % des effectifs des enseignants).

"NON A" : Maîtres de conférence et Assistants.

Universités-lycées :

## LA CONCERTATION S'ENGAGE

Au cours d'un point de presse le 8 décembre, M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale, a confirmé dans une déclaration dont le texte est publié ci-après, la décision du Premier ministre de retirer le projet de loi sur les universités. Il a d'ailleurs précisé que c'est après s'être entretenu avec M. Jacques Chirac que cette décision a été prise, d'un commun accord.

Reprenant le dossier universitaire, le ministre a annoncé qu'il travaillera « à sa manière et à son rythme » et que les méthodes qu'il emploiera, s'orienteront dans trois directions :

- une vaste concertation avec les syndicats des personnels enseignants et des étudiants ;
- une concertation à l'intérieur de chaque université, l'ensemble des universités étant concernées ;
- la création d'une direction de l'évaluation et de la prospective afin de mieux cibler les objectifs de l'Université à court et moyen terme, d'ici à dix ans et d'améliorer l'articulation lycées-universités.

En ce qui concerne les lycées, le ministre a affirmé qu'aucune modification n'interviendra, pour le moment, et que les structures mises en place par son prédécesseur seront maintenues à la rentrée 1987.

LA POSITION DE MONORY →  
et celle des étudiants ↓ ...

## Agir pour les étudiants et avec eux

Depuis que le gouvernement m'a confié la responsabilité du dossier universitaire, j'ai beaucoup écouté, beaucoup rencontré d'interlocuteurs de toutes opinions.

J'en ai retiré la conviction que le climat de passion actuel empêchait de faire quoi que ce soit de bon pour les universités. La situation avait pris un tour dramatique dans la rue. Tous

les éléments d'un piège mortel pour les étudiants et pour le gouvernement étaient en place.

Les étudiants voulaient exprimer leurs revendications de façon massive et pacifique, mais ils ne pouvaient pas empêcher les provocateurs et les extrémistes de mettre à profit les manifestations pour jouer les casseurs.

Le gouvernement, avait, de son côté, le devoir de protéger les personnes et les biens ; mais les forces de l'ordre, soumises à un harcèlement insoutenable, allaient vite se trouver dans l'impossibilité de cibler leur riposte et risquer ainsi de frapper des innocents. La mort d'un jeune homme montre de façon atroce ce que peut produire un tel engrenage.

Personnellement, j'estime que le véritable courage politique consiste aujourd'hui à arrêter net un mouvement engagé sur une pente fatale. Pour que cessent les manifestations et les provocations, le gouvernement a décidé de retirer purement et simplement l'ensemble de la loi Devaquet.

Les vrais problèmes de l'Université restent posés. Ils sont immenses. J'ai toujours pensé qu'ils ne seraient pas seulement résolus dans le cadre contraignant et unificateur d'une loi prévoyant réglementer tous les aspects de l'enseignement supérieur. Il faut laisser s'exprimer la diversité, le droit à la différence, écouter les aspirations particulières des uns et des autres. Cela demande du pragmatisme et non pas un esprit de système, qu'il soit technocratique, idéologique ou partisan. Cela demande du temps. C'est ainsi que je veux aborder le problème : j'ai dit que je traiterais ce dossier à ma manière et à mon rythme.

Je souhaite que tous ceux qui sont concernés par l'avenir des universités m'aident dans cette grande tâche : d'abord, en se remettant à l'ouvrage, pour que le travail des étudiants ne soit pas davantage pénalisé. Mais aussi, en transformant en propositions positives le grand mouvement d'inquiétude qui a mis une partie de la jeunesse dans la rue.

J'ai dit aux étudiants et aux lycéens que je ne ferai rien contre eux, mais que je voulais agir pour eux et avec eux. Que chaque université, chaque unité d'enseignement, me fasse parvenir le fruit de ses réflexions et ses propositions. J'affirme que rien ne sera fait sans que chacun ait pu exprimer ses idées et proposer ses solutions. ■

"Le Cahier de  
l'Éducation" Déc. 86.

### MOTION VOTÉE PAR LA COORDINATION NATIONALE REUNIE LE 11.12.86 A JUSSIEU :

Le mouvement de grève générale des Universités, dans l'unité avec les lycéens, a atteint son but: le retrait total du projet Devaquet.

Les étudiants ont décidé la reprise des cours, les comités de grève se sont dissouts de fait; la Coordination Nationale des Universités en grève est dissoute à compter de ce jour en lançant ce dernier appel:

Mais hier encore, à plusieurs centaines de milliers de personnes, nous disions "plus jamais ça", concrètement, cela veut dire que les étudiants restent vigilants:

1) Par rapport à la répression policière, notamment en soutenant la création d'une commission d'enquête indépendante qui fasse la lumière sur les violences policières, trouve les responsables afin qu'ils soient condamnés.

2) Par rapport à toute tentative de mise en place ou d'application anticipée du projet de réforme, de décrets ou d'ordonnances, équivalents ou allant dans le sens de ce qui vient d'être retiré.

La Coordination Nationale propose la réunion d'Etats Généraux de l'Enseignement Supérieur incluant les grandes écoles et les écoles dépendant du Ministère de la Culture avec comme base revendicative minimale, les 10 points votés par les précédentes coordinations:

- . Egalité de tous devant le droit aux études,
- . Inscription de tous les bacheliers dans la filière de leur choix,
- . Libre inscription en licence des titulaires du DEUG et du DUT,
- . Maintien sans équivoque des diplômes nationaux,
- . Droits d'inscription non prohibitifs fixés nationalement et sans fourchette,
- . Egalité des étudiants français et étrangers,
- . Réengagement financier de l'Etat dans les CROUS, dans la Sécurité Sociale étudiante et à l'Université, notamment par le vote d'un collectif budgétaire,
- . Remise en cause des applications anticipées du projet de Loi Devaquet,
- . Maintien du statut des non-bacheliers et des étudiants salariés,
- . Maintien de la représentation étudiante dans les conseils d'Université,

et préparés localement sous des formes déterminés par chacune des Universités, courant du mois de Mars.

Aucune concertation entre les étudiants et le gouvernement ne serait valable avant la réunion des Etats Généraux.

Donc, il est clair que pour nous tout n'est pas fini car si demain il faut se défendre, nous ne repartirons pas de zéro; plus rien ne sera comme avant !

Une commission "Matière Grise"  
à Limoges.

Et oui X ! Comme à Paris et dans d'autres villes universitaires une commission "Matière Grise" s'est créée à Limoges. Son but ? Faire en sorte que l'intense mobilisation qui a abouti au retrait du projet de loi débouche sur des propositions constructives et réalistes, afin de participer efficacement à la concertation que le gouvernement envisage de mettre en place.

Nous avons désormais le devoir de prendre véritablement ~~notre~~ la place qui nous revient dans la gestion du système universitaire français, sans quoi notre lutte perdrait toute sa signification.

Pour ce faire, il est important de ne pas écarter les ~~étudiants~~ étudiants non syndiqués : ayant lutté avec nous, ils ont le droit de dire eux aussi ce qu'ils désirent pour l'université.

Il sera aussi indispensable de prendre en compte toutes les données du système éducatif français ; comment parler de l'université, en effet, sans tenir compte de l'enseignement secondaire ? Comment envisager un développement de l'enseignement supérieur sans connaître les difficultés considérables à dégager un budget très supérieur à ce qu'il est actuellement ? Il n'est pas suffisant de dire qu'il n'y a qu'à prendre les fonds nécessaires sur ceux de la défense nationale. Il y a des réalités nationales et internationales à ne pas négliger. Pour être concrets et efficaces, il faut être réalistes.

Ainsi, le travail de cette commission est difficile et considérable. Mais combien est-il passionnant et enrichissant !

Au niveau national, l'objectif principal est de préparer les Etats Généraux de l'université où les résultats des travaux de l'ensemble des commissions déboucheront sur des propositions concrètes et réalisables.

La prochaine réunion nationale des commissions "Matière Grise" se tiendra à Paris le **31** Janvier. A nous d'y apporter notre contribution.

Pierre HERAUD



Liberté-Egalité-Solidarité  
Bilan d'une lutte

Par sa force, son calme, son unité et sa détermination, la lutte qu'ont menée les étudiants durant trois semaines marquera sans nul doute l'histoire de l'université, mais aussi l'histoire de notre pays.

Pour nous tous, militants, la sensation d'avoir fait quelque chose de grand, d'avoir changé notre avenir, celui de l'université et de la France est encore très présente.

Et nous avons le droit d'être satisfaits, car Limoges s'est battu, car Limoges ~~ne~~ a bougé, discuté, travaillé, manifesté comme elle ne l'avait pas fait depuis bien longtemps. Deux campus en grève totale pendant quinze jours (Guérin et la Borie), un I.U.T. en grève partielle, des lycées mobilisés, des manifestations monstres, tout cela dans le calme et l'unité malgré les provocations de l'UNI et les tentatives de récupération politique de Lutte Ouvrière.

Ce qui frappe, dans ce mouvement, c'est cet intense débat démocratique, cette volonté des étudiants à savoir, à décider tous ensemble, comme aux plus belles heures de la République. Et cette volonté de participation ne doit pas nous laisser indifférents, car elle a influé sur le fonctionnement de l'AGEL. En effet, de nombreux étudiants nous ont rejoint à la suite de ces mouvements; il faut voir dans ces adhésions le résultat de notre victoire, bien sûr, mais aussi une prise de conscience de la nécessité d'une structure syndicale. Fait marquant, ces derniers, comme ils en ont pris l'habitude pendant la grève, veulent un débat permanent au sein de l'AGEL, ont le souci de prendre part à toutes les décisions, à toutes les actions. Cette volonté militante, cette conscience d'avoir des droits mais aussi des devoirs, ce refus de déléguer ses pouvoirs, donneront sans aucun doute un souffle nouveau à notre syndicat, et nous devons désormais donner la possibilité à chaque adhérent de s'investir dans l'AGEL, ~~de~~ de prendre pleinement la place qui lui revient; la reconstruction des associations par secteur ~~de~~ d'études sera le fer de lance de cette action de restructuration de l'AGEL. Cela aussi, c'est une victoire !

La grève nous aura appris à mieux comprendre les aspirations des étudiants. Comment ne pas remarquer que ce que l'on appelait la "bof génération", individualiste à l'extrême et se moquant des réalisations collectives s'est transformée en une jeunesse soucieuse de prendre en main son avenir, de prendre sa place dans la collectivité ? Une des plus belles victoires de ce mouvement, et en particulier à Limoges où ces préoccupations étaient très présentes, est d'avoir montré que pour les jeunes, la liberté, la démocratie, l'égalité et la solidarité ~~ne~~ ne sont pas de vains mots, mais des revendications. A nous, au sein de l'AGEL, d'intégrer ses aspirations. Nous ne devons pas nous opposer systématiquement à ce qui se fait sans notre initiative, mais au contraire y participer sans ingérence. Des militants de l'AGEL veulent créer un organe de réflexion sur l'université en dehors du syndicat, afin de toucher des non-syndiqués ? ET bien qu'ils le fassent, car cela sera pour nous source de richesse, d'échange, de propositions et peut-être ~~même~~ même d'adhésions. Sur nos campus, la grève nous a permis de constater que des étudiants qui ne veulent pas se syndiquer ont des propositions et sont prêts à travailler avec nous

au coup par ~~un~~ coup. Nous ne pouvons pas nous couper du reste des étudiants sous prétexte qu'ils se méfient des structures syndicales. A nous de leur prouver notre utilité en étant à leur service lorsqu'ils prennent des initiatives qui vont dans le même sens que ~~nos~~ les nôtres.

Voilà les quelques réflexions que m'a inspiré cette expérience vécue au niveau local; j'ai préféré ouvrir des perspectives que faire un bilan détaillé des différentes A.G. de grève, car ce qui s'y est passé est connu. Je laisse à d'autres le ~~soin~~ soin de faire l'analyse au niveau national.

Ma conclusion sera brève : la grève nous a ouvert des horizons très larges. Sachons prendre en compte ces données nouvelles, les comprendre et nous en servir afin d'être plus efficaces et plus proches de l'ensemble des étudiants sans qui rien ne se fera.

# BILAN FINANCIER NOVEMBRE/DECEMBRE 86

## BUDGET GREVE + PROJET DEVAQUET

### DEPENSES

- TIRAGES (tracts + projets de loi) (Coop, CFDT, BU, Fac Lettres) .....	6 371,72
- Badges + épingles .....	700,00
- FRAIS MANIFS (caliquos, piquets, marteaux,...) .....	1 370,00
- MARQUEURS + SCOTCH .....	450,30
- TRANSPORTS COORDINATIONS NATIONALES .....	4 347,00
- FRAIS DIVERS (peinture, colle, encre, pneus,...) .....	740,00

**TOTAL**

**13 979,00 F**

DONT PAYE 4 449,50

### RECETTES

- COLLECTES .....	10 635,25
dont manif 27.11 : 4170,95	
dont Manif 04.11 : 2046,80	
- Syndicats CGT CFDT INSEE LIMOGES .....	800,00
- Conseil FCPE ST JUNIEN .....	300,00
- Section SNES Collège Calmette .....	1 400,00
- Foyer des femmes en difficulté de la Gartempe .....	800,00

**TOTAL**

**13 935,25 F**

## FONCTIONNEMENT COURANT (NOVEMBRE/DECEMBRE)

### DEPENSES

- FACTURE BOISSONS BOUM (85/86) .....	4 370,98	
- Facture TIRAGES à la BU (85/86) .....	1 534,00	
- TELEPHONE septembre/octobre 86 .....	644,11	
- Tirage "LETTRE DES ETUDIANTS SPECIAL RENTREE" (4000 ex) .....	814,40	NON PAYE
- 6 MANDATS ASSISES NATIONALES UNEF 29/30.11.86)....	900,00	
- Transports Assises nationales .....	1 725,00	
- Frais d'affranchissement .....	428,00	
- Reversement subvention pour UNEM (1986) .....	500,00	
- Reversement pour Cafet' Médecine/Pharma .....	500,00	
- Fournitures machine à écrire .....	118,00	
- Réabonnement Boîte postale pour 1987 .....	153,00	
- Tirage cartes de visite AGEL .....	165,00	
- Remboursements divers .....	226,00	

**TOTAL**

**12 078,49 F**

DONT PAYE 10 589,09 F

### RECETTES

- SOLDE DU COMPTE AU 31.10.86 .....	820,73
- Publicité parue dans "LA LETTRE DES ETUDIANTS SPECIAL RENTREE".....	1 500,00
- 5 MANDATS ASSISES NATIONALES UNEF .....	900,00
- ADHESIONS (cotisations) .....	1 340,00
- DONS + ADHESIONS .....	600,00

**TOTAL**

**5 160, 73 F**

**TOTAL GENERAL**

**26 057,49 F**

DONT PAYE

15 035,59 F

**TOTAL GENERAL**

**19 095,98 F**

SOLDE POSITIF DU COMPTE : 4060,39 F

RESTE A PAYER : 11 021,90 F (situation au 31.12.86)

# FINANCES

## RAPPELONS QUE LES RESSOURCES DE L'AGEL-UNEF COMPRENNENT :

- \* Les subventions : Université et collectivités locales (29000 F l'an passé)
- \* Les collectes auprès des étudiants, des profs,...
- \* 50 % du montant des cotisations (les 50 % restant étant versé au B.N.).
- \* La vente de cartes de membres honoraires, vente de publications (environ 4000 F en 85/86).
- \* Bénéfice des Boums
- \* Vente d'emplacements publicitaires (près de 20 000 F en 85/86, grace au Guide de l'Etudiant).

Ces ressources servent à financer toute l'activité de l'A.G.E.L., mais aussi la structure nationale (l'U.N.E.F.), qui ne reçoit en ressources propres que la subvention gouvernementale (environ 260 000 F en 1986), et quelques recettes publicitaires.

## COMMENTAIRE:

- La grève a permis de réaliser la collecte la plus importante jamais obtenue (14 000 F), grace surtout à la vente des badges jaune et vert, mais aussi au soutien de plusieurs sections syndicales (CGT, CFDT, SNES, FCPE). Ce qui a permis d'équilibrer le budget grève.

- Reste en caisse au 31.12.86 : 4000F mais 11 000 F à payer, sans compter les frais de fonctionnement courant de l'AGEL pendant les mois à venir (tracts, affranchissements, téléphone, transports,...etc)

**CONCLUSION** : D'ici les vacances de février, c'est plus de 10 000 F qu'il faudra trouver. Bon courage à la commission Trésorerie !

**QUELQUES IDEES A CREUSER** : Les boums (des contrats ont été signé avec "L'Etoile de nuit"), la vente de cartes de membres honoraires aux profs et aux personnalités,...ETC...ETC...



Le soutien aux  
Cheminots en  
grève



● L'A.G.E.L.-U.N.E.F. (Association générale des étudiants de Limoges - Union nationale des étudiants de France) a adopté à l'unanimité des membres présents du bureau réuni le 26 décembre 1986, le texte suivant :  
« L'A.G.E.L.-U.N.E.F., comprenant les revendications des cheminots, apporte son soutien à l'intersyndicale C.G.T., F.G.A.A.C., C.F.D.T., F.O. dans sa lutte pour le retrait du projet de grille des salaires et l'amélioration des conditions de travail ».

(Le Populaire du Centre "29.12.86)

MANIPULES ?  
QUI?..

# COMMISSIONS

ASSISES NATIONALES DE L'UNEF  
(CRETEIL 28 ET 29 NOVEMBRE 86)

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION AIDE SOCIALE

La politique de casse que l'on connaît depuis quelques années dans le domaine de l'aide sociale ne fait qu'aggraver nos conditions de vie et d'études.

Pourquoi développer ce système d'aide puisqu'aujourd'hui la logique gouvernementale est de former une élite répondant aux besoins du patronat et de laisser la majorité des étudiants dans des filières poubelles ? (!!!)

La mobilisation qui existe dans chaque faculté pour gagner le retrait du projet Devaquet doit nous permettre d'intégrer les questions d'aide sociale dans la lutte. Là où les copains ont fait des propositions, le débat s'est élevé et dans certaines facultés nous avons déjà gagné et syndiqué sur ces bases.

## QUELQUES PROPOSITIONS ET PERSPECTIVES

- \* Les cartes pétitions sur le réinvestissement de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante : on a les moyens d'obtenir une victoire du mouvement étudiant.
- \* Nous devons exiger dans tous les CROUS des élections le plus rapidement possible. Le mandat de tous les élus est terminé.
- \* Envahissement des CROUS avec des propositions à l'appui. Nous devons utiliser les cahiers de revendications.
- \* Les étudiants étrangers
  - . gagner qu'ils soient éligibles aux élections au CROUS
  - . qu'ils puissent bénéficier de la sécurité sociale étudiante comme les autres étudiants.
- \* Gagner avec les salariés
  - . des polys
  - . des cours du soir

Nous devons soutenir et aider au développement des associations FRUF dans chacune de nos facultés. Les résidents d'Antony ont entamé une grève des loyers depuis le début du mois. Nous devons exiger la tenue des élections aux conseils de résidence avec la FRUF.

Le matériel que nous avons édité sur la sécurité sociale étudiante et les bourses, doit être utilisé dans le mouvement pour gagner.

Voilà les propositions qui sont sorties de la commission lors des assises. Ce tableau est loin d'être exhaustif. Toutes les actions et propositions sont les bienvenues et ne peuvent que permettre un approfondissement du travail de cette commission.

Laurence COLLIN  
Présidente de l'AGEPN Villetaneuse

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION "FORMATION"

La formation est avant tout le but de l'université mais est aussi un enjeu pour le pays et notre avenir. Prenons quelques chiffres :

\* en 1982 pour 100 diplômés :

- 10 ont 1 diplôme du 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle
- 28 ont 1 diplôme 1<sup>er</sup> cycle ou bac
- 62 ont 1 diplôme inférieur au bac (BEP, CAP)

Ces pourcentages de diplômés correspondent à la structure de l'embauche en 1972 : la France a donc un retard de près de 15 ans.

\* en 1984 : dans les secteurs dits "modernes" la structure de l'embauche est pour 100 embauches

- 20 diplômés du second ou 3<sup>e</sup> cycle
- 40 diplômés du 1<sup>er</sup> cycle ou du bac
- 40 diplômés à un niveau inférieur au bac.

Ainsi on constate l'inadéquation entre les diplômes et l'emploi dans les secteurs d'avenir. Il est donc nécessaire pour le pays de former plus de jeunes à un meilleur niveau.

Par ailleurs :

- \* sur 100 jeunes avec un diplôme inférieur au bac, 60 sont chômeurs;
- \* sur 100 jeunes bacheliers, 30 sont chômeurs;
- \* sur 100 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, 14 sont chômeurs.

Il apparaît donc qu'un jeune diplômé à un niveau élevé a plus de chances de trouver un emploi. En effet, 80 % des diplômés trouvent du travail au bout d'un an.

Nous priver de formation, c'est nous priver de notre avenir. Alors, il se pose la question de la sélection :

- . aujourd'hui les examens sont une forme de sélection (ils visent à réduire le nombre des étudiants), alors qu'ils devraient être la sanction des connaissances.
- . la sélection est trop souvent justifiée par le manque de moyens : dans les magistères et les D.E.U.S.T. la sélection n'est pas faite par rapport avec la qualité de la formation mais par rapport aux moyens. Si bien que la sélection est préalable à la formation du fait des moyens.
- . la sélection se fait aussi par le contenu de nos formations. Ce contenu, souvent ne correspond pas à nos aspirations et est une incitation à l'abandon, cause l'échec.

Il est une réalité : trop souvent les étudiants manquent d'information quant au contenu si bien que l'orientation est aléatoire. On constate aussi que la pluridisciplinarité est en nette régression (les formations universitaires sont moins pluridisciplinaires que les formations en grandes écoles). Or, la pluridisciplinarité permet à la fois une réorientation sans trop de dégâts et une réinsertion plus facile dans le monde du travail.

On veut nous faire croire que la sélection est garante de qualité, or, la sélection est le contraire de la formation du plus grand nombre, c'est la gestion de la crise, du manque de moyens.

Enfin, la formation en lien avec la région correspond à l'aspiration de nombreux étudiants : "travailler et vivre au pays" L'université de Pau a été créée pour répondre aux besoins du complexe de Lacq : aujourd'hui elle est menacée de disparaître.

Quand on a décidé de fermer des mines dans le Nord-Est, on a supprimé des D.E.A. de géologie, alors que la recherche pouvait permettre de rentabiliser ces mines en les exploitant autrement. Aujourd'hui, les formations subissent les fluctuations industrielles alors qu'elles devraient permettre de moderniser l'industrie, de développer le pays.

La formation est un secteur qui a été quelque peu délaissé à l'UNEF. La commission "formation" des assises nationales avait pour but de donner aux AGE des éléments de réflexion pour permettre de réinvestir ce terrain avec des conventions par secteurs de formations.

Dans chacun de nos UER nous avons des exemples, des revendications précises pour utiliser ce début de réflexion afin que les AGE fassent des propositions et mènent des luttes sur le terrain de nos formations pour améliorer nos études.

Fabienne SOULAS  
Présidente de l'AGET Toulouse



ASSISES NATIONALES

### COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION "ELUS-DEMOCRATIE"

Alors que le mouvement étudiant de 1968 avait gagné des représentants dans les conseils d'université, aujourd'hui la démocratie à l'université est fortement attaquée. En effet, dans de nombreuses universités, il n'y a pas d'élection depuis plusieurs années, que ce soit dans les conseils universitaires, dans les conseils d'administration ou dans les conseils d'UFR. Partant de ce constat d'échec et de la faible participation des étudiants aux élections, le projet Devaquet (dont le rôle n'est en fait que de légaliser la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'université aujourd'hui) veut réduire la représentation étudiante dans les différents conseils..

Pourtant, la démocratie permettrait d'avancer vers l'université de l'avenir, car elle permet un débat entre toutes les catégories qui la fréquentent. Elle est de diversifier l'enseignement selon les besoins des différentes catégories sociales (formation continue, développement régional, ouverture aux non bacheliers etc ...)

Pour l'assurer; il faudrait une reconnaissance de l'expression de tous et de l'activité syndicale en particulier du rôle des élus. Pour cela, il faut lui donner les moyens : locaux, téléphone, subventions, indemnités, permission pour l'élu de ne pas assister au TD pendant qu'a lieu un conseil etc ...

L'élu étudiant doit en effet apparaître comme un pilier majeur. Il est le lien principal entre les étudiants et le conseil. Pour cela, il faut impulser cette dimension chez les étudiants, débattre et élaborer les propositions; de plus, l'élu doit avoir accès à tous les documents (administratifs, recherche, discipline) de la faculté et des UFR.

Ainsi, comme nous venons de la voir, alors que l'université a un besoin très important de démocratie, depuis plusieurs années, celle-ci est bafouée. Face à cela l'UNEF doit exiger que les élections aient lieu nationalement et périodiquement (tous les ans), et doit profiter du mouvement actuel pour faire remonter la participation étudiante à ces élections.

Pierre Marie  
trésorier de l'AGET Tolbiac

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION FINANCEMENT DES UNIVERSITES

La politique financière des universités est directement liée à la politique de formation des gouvernements en fonction de leurs objectifs économiques et sociaux.

L'évolution du financement des universités depuis la dernière guerre en est caractéristique. Une politique liée à la reconstruction du pays après la guerre et à l'explosion de la société de consommation.

Aujourd'hui, cette politique a changé de cap : la recherche du profit immédiat sans développement de la production industrielle rabaisse les objectifs de formation des cadres, des techniciens, des chercheurs. La politique élitiste que nous connaissons aujourd'hui en est la conséquence directe : c'est la limitation des capacités d'accueil, le manque d'enseignants, la dégradation de nos conditions de vie et d'études; une aide sociale ne répondant plus à nos besoins.

La bataille idéologique menée par le pouvoir tend à affirmer que la formation des jeunes est un coût social plutôt qu'un investissement pour notre pays.

Notre bataille contre le projet Devaquet est profondément liée à celle que nous menons pour le réinvestissement de l'Etat dans nos formations.

Proposons aux comités de grève d'amener le débat sur le financement des universités, de créer des commissions sur ce thème en lien avec l'analyse du projet Devaquet. Des propositions, nous en avons en matière de financement des universités.

1°) La collecte nationale de la taxe professionnelle. Aujourd'hui inégalement répartie, elle pourrait constituer un apport de fonds important pour l'achat de matériel (laboratoires etc ...) dans toutes les filières.

2°) Les collectivités territoriales doivent prendre part au financement des universités qui constituent pour elles un apport économique important. Leur participation est primordiale, notamment pour la construction de nouveaux locaux.

3°) Exigeons du gouvernement la constitution d'un collectif budgétaire (pour les créations de postes, les heures complémentaires, l'amélioration de l'aide sociale, le réinvestissement de l'Etat dans notre sécurité sociale ...)

Aujourd'hui nous pouvons constater chez les étudiants une prise de conscience du lien qui existe entre la dégradation de nos conditions d'études, le désengagement de l'Etat dans nos formations et le projet Devaquet. En rejetant ce projet de loi, ils rejettent la logique universitaire que nous vivons. Ils aspirent aujourd'hui à une université nouvelle, les motions de la coordination nationale en sont la preuve.

Ils ont conscience que c'est l'Etat qui doit assurer le financement de leurs études. Toutes les conditions sont réunies pour lancer la bataille revendicative. Des propositions d'action peuvent être faites dans les assemblées générales.

Recensons tous nos besoins par UFR, exigeons des conseils d'administration et des conseils de nos universités qu'ils dégagent les fonds nécessaires à leur satisfaction, qu'elles demandent au ministère les moyens nécessaires, faisons leurs prendre position pour la non augmentation des droits d'inscription.

Ceci montre que l'UNEF a toute sa place dans le mouvement étudiant, qu'elle constitue un apport important dans le débat et dans les décisions d'action des assemblées générales.

Olivier BONNET  
Président de l'AGEO UNEF,  
Orléans

TES COMPLICES

C'EST DE LA DELATION !

DES NOHS !!



PRESSE: DU NOUVEAU ?

" L'ENQUÊTE SUR LA MORT DE  
MALIK AVANCE... "

TASQUA.

Le tirage et l'envoi à chaque abonnement auront coûté environ 500 F.